

Des feuilletons soutenus par des ministères :
une télévision de divertissement pour une politique d'édification
Pascal Cesaro (Prism, Aix-Marseille université, CNRS, Marseille)
Pierre Fournier (Lames, Aix-Marseille université, CNRS, Aix-en-Provence)

En février-mars 1968, durant cinq semaines, entre 19h45 et 20h, la télévision française programme sur sa première chaîne un feuilleton romanesque intitulé *Les Atomistes*. Il présente les aventures de scientifiques et de techniciens impliqués dans une activité de recherche utilisant la radioactivité à des fins civiles pour la mise au point d'un matériau aux propriétés nouvelles. Ce choix peut surprendre car il n'est pas évident d'intéresser les téléspectateurs à un univers qui leur est très mal connu pour ne pas dire totalement étranger, sauf sous l'angle très particulier de la bombe atomique. Or, le sujet se prête assez peu à la fantaisie qui est attendue sur cette tranche horaire précédant le journal d'information du soir : on n'est pas dans la case des films de cinéma, qui ont parfois traité de ce sujet comme *Docteur Folamour* (1964), *Fantomas se déchaîne* (1965) ou *Casino royale* (1967). *Les Atomistes* incarne donc l'étonnante rencontre d'une forme de divertissement aussi marquée que peut l'être le feuilleton en épisodes de 13 mn glissé comme respiration entre les actualités régionales et les actualités nationales, et d'un sujet aussi grave que le nucléaire en pleine Guerre froide.

On comprend toutefois mieux cette production en notant que le feuilleton fait aussi se rencontrer une recherche de moyens de la part de l'ORTF pour une télévision inventive profitant de l'allègement du matériel de tournage et une recherche de valorisation de leur action de la part de gouvernants obligés de s'impliquer dans le secteur nucléaire pour des enjeux politiques.

L'examen des conditions de production du feuilleton à partir des archives de l'ORTF conservées aux Archives nationales met en effet au jour des besoins de financement du côté de l'ORTF pour remplir les grilles avec des contenus inédits, notamment autour d'une « télé vérité » comme la nomment les gens de télévision de l'époque¹. Si une solution est recherchée du côté de la co-production avec des sociétés privées qui apporteraient projets et financements partiels et qui se rémunéreraient sur les ventes des films à l'étranger, on voit que le projet de produire 200 heures de séries et de feuilletons par an par ce canal bute dès 1967 sur un manque de moyens de l'ORTF, imposant de repousser des projets annoncés vers 1968². Il faut dire que le projet de financer ces productions à raison de 20 % à la charge de la société privée, 40 % à la charge de l'ORTF et 40 % à la charge des diffuseurs à l'étranger ne s'applique qu'à trois ou quatre séries par an qui trouvent preneurs à l'étranger. Le plus souvent, la participation de la société privée se situe entre 25 % et 37,5 %, laissant à l'ORTF le soin d'apporter le reste³. Les ventes à l'étranger rémunèrent ensuite prioritairement la société privée à concurrence de ce qu'elle a investi, avant de servir les deux parties au *pro rata* de leur contribution.

Et, du côté des gouvernants, la recherche d'un soutien populaire au choix de développer le secteur nucléaire est guidée par un souci d'organiser des contre-feux au lendemain de la sortie de la France du gouvernement intégré de l'OTAN (14 mars 1967) et de la mise à la mer du premier sous-marin nucléaire lanceur de missiles nucléaires (29 mars 1967), à la veille de la non ratification du traité de non prolifération des armes nucléaires (signé par les États-Unis, l'URSS et le Royaume-Uni le 1^{er} juillet 1968) et de l'explosion de la première bombe H française (24 août 1968)... Un comédien du feuilleton se rappelle ainsi que son agent lui avait parlé d'un « film pour de Gaulle ». Le réalisateur, Léonard Keigel, venu du cinéma (*La Dame de pique*, 1965), se décrit sous la pression des cadres du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) pour placer sa caméra durant le tournage. Cela tient bien sûr au souci qu'ils ont que le tournage se déroule sans problème dans ces installations à risques (et le feuilleton est largement tourné en décor naturel dans des installations nucléaires qu'on reconnaît bien, à Saclay, à Fontenay-aux-Roses et à Cadarache). Mais le contrôle porte aussi sur le scénario et sur son adaptation⁴, témoignant du souci pour le CEA de donner une certaine image du secteur nucléaire. L. Keigel se rappelle qu'il « [aurait] voulu pousser davantage vers le côté fantastique, vers même la – on dirait

¹ Cf. Delavaud G., « Un art de la réalité. Les premières fictions de "télé-vérité" ou la télévision par excellence », *Médiation et information*, 16, 2002, p. 94.

² Cf. un courrier de Roger Deshayes, président la Chambre syndicale française des producteurs et des distributeurs des programmes de télévision (et producteur délégué du feuilleton des *Atomistes* pour la société Paris-Cité Production) du 16 juin 1967 à Jacques-Bernard Dupont, directeur général de l'ORTF, AN 20130366/47, courriers de Jean-Louis Horbette, service des coproductions de programmes, Fonds ORTF-direction de la télévision, Archives nationales.

³ AN 20130366/47, note non datée mais situable vers 1967 de Roland Gritti à Jean-Louis Horbette, son supérieur, déplorant que ce partage ne soit pas suffisamment attractif pour que les sociétés privées fassent autre chose qu'attendre les sujets de feuilleton reçus et sélectionnés par l'ORTF.

⁴ Le scénario des *Atomistes* est attribué à Bernard Thomas et Agnès van Parys et l'adaptation à Michel Levine et à Léonard Keigel, le réalisateur.

aujourd'hui, je ne sais pas d'ailleurs si c'est un néologisme – la dangerosité, voyez, de ces sites, les risques que pouvaient encourir ces personnes-là, etc. On m'a dit : "non, non, non, [...] surtout pas, surtout pas. Il faut pas donner une image négative de ces sites. Il ne faut pas présenter les choses comme ça". Tout se passe dans le meilleur des mondes [rire] »⁵.

Quand on consulte le dossier de production de ce feuilleton⁶, on constate une participation financière de 250.000 F du CEA dans le projet : soit 16,5 % du budget global, à la même hauteur que la société de production entrant dans la coproduction. Cette surprise est toutefois relative dès lors qu'on garde en tête le souci pour l'ORTF de remplir sa grille, et même ses grilles au moment du passage à deux chaînes en parallèle. Les archives de l'ORTF sont nombreuses à évoquer les difficultés budgétaires dans un contexte où l'équipement des ménages ne cesse de progresser, réclamant des investissements dans des infrastructures de retransmission en parallèle des dépenses de production de programmes, alors que leur financement se fait par la redevance, par la vente de programmes à l'étranger et par les seules émissions compensées⁷. Parmi les solutions, le « compte rendu des travaux de la sous-commission du cinéma » du Comité des programmes télévisés de l'ORTF en date du 9 juin 1966 mentionne :

« une collaboration qui s'est instaurée entre l'ORTF et certains ministères : ceux-ci ont fourni leurs moyens matériels à l'Office pour la réalisations de certains feuilletons, ce qui représente une grosse économie pour la réalisation d'émissions qui restent cependant sous le contrôle de l'ORTF. Vont ainsi être réalisés : les aventures de Tanguy (vie de l'aviateur), [la] vie d'un jeune ingénieur atomiste (Cadarrach) [sic] avec le ministère d'Etat à la recherche scientifique ; "Allo Police" en liaison avec la Préfecture de Police [de Paris].⁸ »

En l'absence de publicité de marques à la télévision, la préparation des *Atomistes* dans un tel cadre de coopération est donc une sorte d'extension à l'univers du feuilleton du principe des émissions compensées. C'est sans doute aussi le signe d'une extension du contrôle de l'Etat sur la télévision⁹ pour en faire une voie d'éducation citoyenne. Et si l'on garde en tête que le ministère d'Etat à la recherche scientifique est aussi en charge des « questions atomiques », on peut voir dans l'exemple des *Atomistes* un singulier vecteur de propagande, d'influence des citoyens par le truchement de la fiction romanesque.

Au secours des gouvernants pour parler au plus grand nombre

A y regarder de près, le dossier des *Atomistes* est toutefois un peu plus compliqué. L'opération de propagande soutenue discrètement par le CEA (absent au générique) se trouve subvertie par le réalisateur du feuilleton. Agacé du contrôle dont il se sent l'objet, il durcit les personnages et le jeu des comédiens pour durcir l'image de cet univers. Mais, par là, sans l'avoir cherché, il fait du feuilleton un modèle de communication moderne, au format des attendus contemporains du travail d'influence : il suffit qu'on y parle longuement du nucléaire, et même si c'est en mal par moment, pour que passe le message de la banalité de ces activités et que le spectateur ne s'attache qu'aux péripéties de l'action, finalement sans beaucoup d'importance¹⁰.

Une audience en retrait

Quand on regarde l'audience du feuilleton et l'indicateur de satisfaction que propose l'IFOP à l'époque, *Les Atomistes* se situe effectivement un peu en retrait par rapport à d'autres feuilletons du même créneau

⁵ Entretien réalisé en novembre 2013 dans le cadre d'une recherche mobilisant des images des *Atomistes* dans un dispositif de video-élicitation pour susciter une parole sur le nucléaire auprès de riverains d'installations de ce secteur. Cf. Cesaro P., Fournier P., « De la fiction faire science. Mobiliser un feuilleton télévisé des années 1960 pour parler autrement du travail dans le nucléaire », *Images du travail, travail des images*, 1, 2015 [mis en ligne le 15 décembre 2015].

⁶ La consultation des dossiers de production cités ici s'est faite par dérogation à l'Inathèque sur le site François Mitterrand.

⁷ Dispositif mis en place par la télévision d'Etat pour soutenir depuis les années 1950 des campagnes nationales ou des activités d'intérêt général par des moyens financiers de la part des ministères de tutelle. Pour plus de détails, voir Vassallo A., « La pub, la télé et le gouvernement (1958-1968) », <https://audevassallo.wordpress.com/2009/01/08/la-pub-la-tele-et-le-gouvernement/> consulté le 23 août 2016.

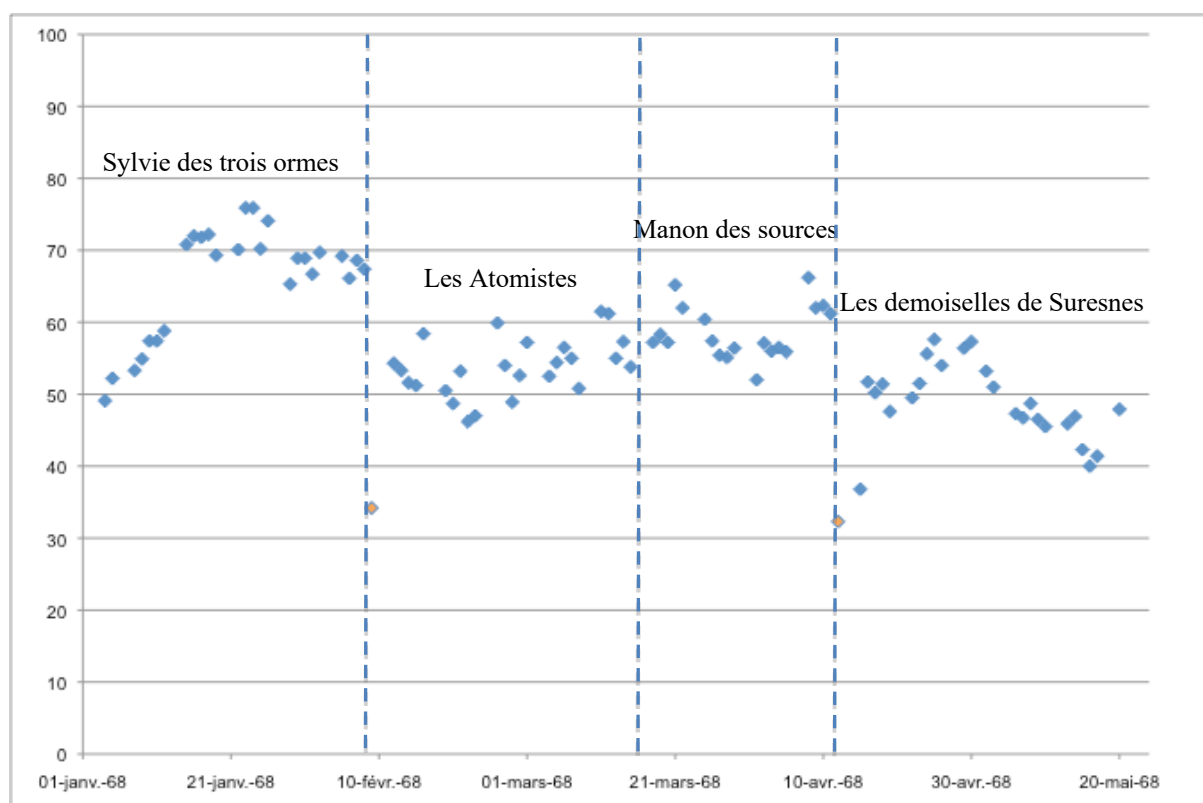
⁸ AN 19870378/19, Comité des programmes de télévision, Fonds Premier ministre-ORTF, Archives nationales. Les aventures de Tanguy sont aussi celles de Laverdure dans *Les Chevaliers du ciel*. La vie du jeune ingénieur sur le centre nucléaire de Cadarache est l'objet des *Atomistes*.

⁹ La création de l'ORTF par la loi de 1964, rend les liens entre le pouvoir et la radiotélévision « d'autant plus efficaces qu'ils seront plus discrets et qu'ils permettront à l'Etat de faire sentir sa volonté dans les domaines essentiels sans le compromettre dans les innombrables détails de la marche d'un établissement qui sera de plus en plus exposé à la pleine lumière de l'actualité » (Almeida F. d', Delporte F., *Histoire des médias en France de la Grande Guerre à nos jours*, Paris, Flammarion, 2003, p. 193).

¹⁰ Cf. Cesaro P., Fournier P., « Se concentrer sur le travail pour mettre en feuilleton le monde nucléaire dans les années 1960 : opération de télévision-vérité ou de propagande ? », *Images du travail, travail des images*, 5, 2017 [mis en ligne le 20 décembre 2017].

horaire. Par comparaison au feuilleton de janvier-février 1968 (66 % d'audience moyenne pour *Sylvie des trois ormes*) et à celui de mars-avril (59 % pour *Manon des sources*), l'audience mesurée en février-mars signale un petit recul (avec 54 %). Mais cela mérite d'être nuancé : la fiction réaliste des *Demoiselles de Suresnes* qui prend la suite en avril-mai du feuilleton de Pagnol recueille ainsi 49 % d'audience en moyenne¹¹ (graphique 1). Avec 53 % des postes en moyenne sur les soirs de semaine durant la diffusion des *Atomistes* entre le 12 février et le 18 mars, on est tout de même proche de l'audience du journal télévisé de 20h : 54 % sur la période. Le succès en demi-teinte du feuilleton ne témoigne donc pas de franches réticences du public à se laisser prendre au jeu, d'un échec à proprement parler dans le projet de propagande. Le travail, les gestes du travail, les interactions au travail, très présents dans le film, contribuent sans doute à rendre accessible au téléspectateur un univers inconnu de lui. Il lui est signifié par là que, même s'il n'a pas d'expérience directe de cet univers en amont, ou si la seule qu'il ait tient à l'image de la bombe atomique et se trouve marquée par la dramatisation qui sied à la dissuasion nucléaire, il lui est toujours possible d'y reconnaître les universaux du travail ordinaire : la répétition des gestes, l'ordre des lieux, les relations hiérarchiques, le droit de réserve que s'arrogent les supérieurs sur les subordonnés, là comme ailleurs, assurent les conditions de son « immersion fictionnelle »¹².

Graphique 1 – audience comparée des feuilletons du soir placés avant le journal télévisé de 20h



Source : enquête IFOP, série chronologique reconstituée à partir des mesures quotidiennes, AN 19880217/17

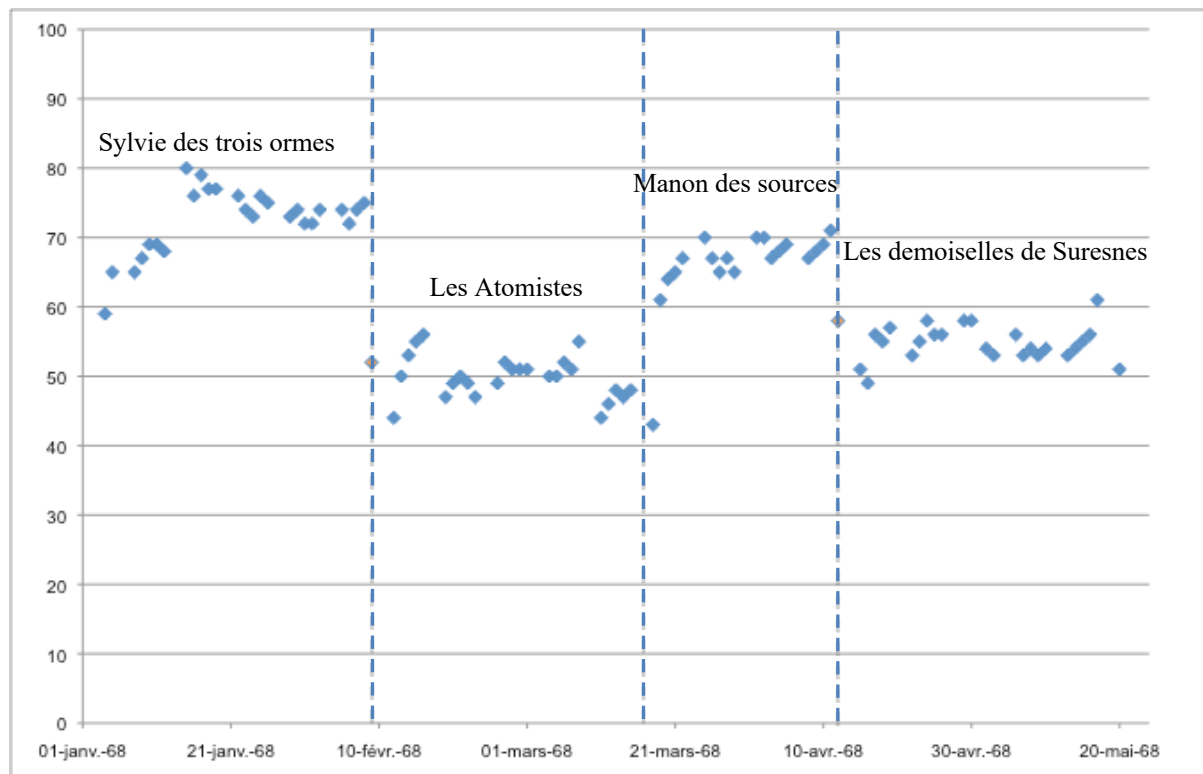
Sur un plan qualitatif, l'écart entre *Les Atomistes* et les autres feuilletons est plus net. L'IFOP propose pour chaque émission un indice de satisfaction et une mesure de la part des avis « mauvais » (sur une

¹¹ La mesure de l'audience télévisée est fragile. L'enquête téléphonique auprès de 300 à 450 personnes âgées de plus de 15 ans qui est utilisée à l'époque par l'IFOP introduit un biais de sélection (cf. Durand J., « Les études sur l'audience de la radiotélévision en France », *Quaderni*, n° 35, 1998, p. 79-92). Toutefois, par un hasard de calendrier, on dispose d'une seconde enquête d'opinion sur une partie de la période de diffusion des *Atomistes* : une étude des comportements des téléspectateurs équipés d'un téléviseur couleur a été menée du 5 février au 1^{er} mars 1968 auprès d'environ 130 personnes. Or elle montre des résultats convergents sur ce petit décrochage des *Atomistes* par rapport au feuilleton précédent, même si c'est avec des audiences sensiblement inférieures, les spectateurs équipés de la couleur regardant préférentiellement la deuxième chaîne de télévision qui seule était diffusée en couleur : 36 % d'audience moyenne pour *Sylvie des trois ormes* contre 25 % pour *Les Atomistes* dans cette enquête (AN 19880217/17, service des études d'opinion, fonds Premier ministre-ORTF, Archives nationales).

¹² Schaeffer J.-M., *Pourquoi la fiction ?*, Paris, Seuil, 1999, pp. 179-198.

échelle à cinq positions : excellent, très bon, bon, moyen, mauvais). *Les Atomistes* ne recueillent qu'un indice de satisfaction de 50 alors que les deux feuilletons voisins sont appréciés avec un indice de plus de 67 (graphique 2). L'indice est de 52 pour *Les Atomistes* contre 61 pour *Sylvie des trois ormes* dans le « panel couleur ». Quant aux avis négatifs sur le feuilleton, ils s'élèvent à 7 % en moyenne contre 1 % pour *Sylvie des trois ormes* et pour *Manon des sources* (mais 4 % pour *Les Demoiselles de Suresnes*).

Graphique 2 – satisfaction comparée des feuilletons du soir placés avant le journal télévisé de 20h



Source : enquête IFOP, série chronologique reconstituée à partir des mesures quotidiennes, AN 19880217/17

Pour expliciter les réserves du public, on dispose du retour des spectateurs que veut bien synthétiser le « rapport [de l'ORTF] sur le courrier ». Dans celui de février 1968, à la rubrique des feuilletons qui tient sur un tiers de page, on lit : « D'après les lettres reçues, les téléspectateurs n'aiment pas "les atomistes" ». Et dans celui de mars : « D'après leurs lettres, les téléspectateurs ont vu sans déplaisir se terminer "les atomistes" auxquels ils reprochaient notamment un indicatif d'une cacophonie agressive. »¹³ Dans la presse télévisée, *Télérama* ne propose aucun retour sur *Les Atomistes* dans son courrier des lecteurs. Et si *Télé 7 jours* le fait une fois dans la semaine du 2 mars (n° 415), c'est pour un courrier critique : sur l'irréalisme d'une scène montrant l'affrontement de deux cadres avec application d'une gifle.

Le choix de la musique du feuilleton n'est donc sans doute pas seul en cause. Il faut repenser à la posture inconfortable du réalisateur de cinéma, devenu adaptateur de scénario pour la télévision, pour comprendre comment le projet de propagande, qu'on a décrit comme visant à promouvoir un nucléaire rassurant, voire séduisant, n'a pas réussi à peser sur les dialogues et sur le jeu d'acteur comme il a pesé sur le scénario et n'a pas conduit à une version plus courtoise, plus engageante, des relations de travail. Quoi qu'il en soit, le feuilleton ne connaît pas de rediffusion dans les années 1970 ni de nouvelle saison, contrairement par exemple aux *Chevaliers du ciel*.

Une audience bien supérieure à celle des émissions de reportage

Il n'en demeure pas moins que la voie de la fiction de divertissement est bien plus appréciée par le public comme télévision d'éducation citoyenne qu'une pure série d'émissions documentaires sur le nucléaire comme les cinq « épisodes » d'*Atome : Guerre ou paix*, programmes d'actualité prévus sur un même week-end de début novembre 1967, fussent-ils placés sous le patronage du grand magazine d'actualité

¹³ AN, 19880562/4, service des études d'opinion, fonds Premier ministre-ORTF, Archives nationales.

Cinq colonnes à la une. Si on compare leur audience à celle des mêmes créneaux horaires les week-end précédent et suivant, le résultat est sans appel.

Audience comparée sur les créneaux horaires retenus pour la diffusion
des cinq émissions consacrées au nucléaire le premier week-end de novembre 1967

	27-28-29 octobre	3-4-5 novembre	10-11-12 novembre
Vendredi 2 ^e partie de soirée	46 %	12 %	22 %
Samedi vers 16h	28 % avec du football	10 %	21 % avec du rugby
Samedi début de soirée	47 %	20 %	65 %
Dimanche vers 14h30	31 %	13 %	28 %
Dimanche 2 ^e partie de soirée	2 %	8 %	pas de 2 ^e partie

Source : enquête IFOP, AN 19880217/16, service des études d'opinion, fonds Premier ministre-ORTF, Archives nationales

Les réserves des téléspectateurs se répartissent entre ceux qui dénoncent une prise en otages des spectateurs par la télévision d'Etat et ceux qui n'ont rien compris à ce sujet technique en dépit de leur bonne volonté culturelle. Dans le *Rapport sur le courrier* du mois de novembre 1967, *Atomes. Guerre ou paix* fait l'objet d'un paragraphe qui synthétise les avis énoncés dans les 65 lettres reçues :

A l'exception de 7 lettres de félicitations, l'ensemble du courrier exprimait la désapprobation des téléspectateurs pour cette diffusion massive groupée à la meilleure heure d'écoute à la fin de la semaine, traitant d'un sujet technique et politiquement brûlant. Plus que les émissions elles-mêmes, ce qui était critiqué c'était la suppression des programmes habituellement proposés »¹⁴

Cela n'empêche pas des marques d'*autosatisfecit* parmi les dirigeants de l'audiovisuel public : dans le procès-verbal du 9 novembre 1967 du Comité de programme, on peut lire :

« Le comité a particulièrement apprécié la série "Au théâtre ce soir" et l'émission "Guerre ou paix", remarquable aussi bien d'un point de vue technique que par la qualité des débats qui y figuraient » (p. 22)¹⁵.

Le président du Conseil d'administration de l'ORTF, le 15 novembre 1967, fait état des « signes de satisfaction qu'il a recueillis depuis la rentrée concernant l'intérêt des programmes télévisés, en particulier de l'émission "Guerre ou paix" sur la force de dissuasion française, à propos de laquelle il cite l'appréciation élogieuse d'une publication apolitique sérieuse ». Il s'appuie sur ce succès pour proposer que soit abordé « de manière analogue » le problème de la recherche scientifique. Pierre Archambault, sans le contredire tout à fait, a remarqué que « plusieurs émissions sur un même grand sujet en quarante-huit heures, c'était beaucoup demander à l'attention du public ». Et quand il suggère que de telles émissions « aient lieu à intervalle régulier selon un plan préalable »¹⁶, on comprend que cette séquence d'émissions a été imposée d'en haut et avec une certaine urgence.

Inscrire la production des *Atomistes* dans les tentatives du pouvoir pour instrumentaliser la télévision *via* l'ORTF¹⁷ prend donc du relief quand on la met en perspective avec d'autres actions pour rencontrer un vaste public dans les années 1960 autour d'un sujet aussi sensible que le nucléaire. Surtout que *Les Atomistes* n'est pas le seul feuilleton mobilisé : les populaires *Chevaliers du ciel*, deux pilotes de l'Armée de l'air aux aventures pleines de risques et d'émotions, sont aussi entraînés sur le terrain du nucléaire dès leur première saison en 1967 et à nouveau en 1968 : pour la première saison, c'est même durant le fameux week-end de début novembre 1967 (le samedi 4 à 20h30) que les héros sont requis pour abattre un appareil ayant tenté de prendre des photos aériennes au-dessus d'installations nucléaires. Et pour la deuxième saison, en 1968, c'est par trois fois (les 20 et 27 avril et le 4 mai), au lendemain de la diffusion des *Atomistes*, autour des installations d'essai atomique de la Défense nationale dans le Pacifique, peu avant qu'explose la première bombe H française.

On retrouve là les conditions de production dont a profité le feuilleton des *Atomistes* : avec l'implication du ministère de la Défense là où *Les Atomistes* a bénéficié de l'appui du ministère de la Recherche et

¹⁴ AN 19880562/4, service des études d'opinion, fonds Premier ministre-ORTF, Archives nationales.

¹⁵ AN 19870378/19, comité des programmes de télévision, fonds Premier ministre-ORTF, Archives nationales.

¹⁶ AN 19880562/2, service des études d'opinion, fonds Premier ministre-ORTF, Archives nationales.

¹⁷ Bourdon J., *Histoire de la télévision sous de Gaulle*, Paris, Presses des Mines, coll. Sciences sociales, 2014 (1990), chapitre 4.

des affaires atomiques. L'audience pour cette comédie est plus élevée que pour *Les Atomistes* mais elle est, de la même façon, un peu en retrait sur le feuilleton précédent, *Les Saintes chéries*, dont c'est aussi la deuxième saison qui est programmée au début 1968.

Réception comparée des feuilletons du samedi soir diffusés
en épisodes de 26 minutes au premier semestre 1968

		audience	satisfaction
<i>Les saintes chéries</i> 6 janvier-30 mars 1968	moyenne	73 %	66,3
	écart-type	4,6	5,2
<i>Les chevaliers du ciel</i> 6 avril-18 mai 1968	moyenne	62,3 %	61,1
	écart-type	4,4	3,0

Source : enquête IFOP, AN 19880217/17

Les enjeux politiques que le feuilleton endosse sont de même type : d'une part, autour du climat de menace militaire pesant sur le pays en pleine Guerre froide, appelant consentement à dépenses publiques et, par suite, à collecte d'impôts auprès de la population ; d'autre part, autour de la mise en avant de la maîtrise technologique par-delà le courage des hommes pour assurer la paix et exalter le sentiment de fierté nationale.

Les Atomistes est donc le témoin non singulier du couplage entre divertissement et formation-influence des citoyens qui s'affirme avec la création de l'ORTF¹⁸. Et, à l'examen, le secteur nucléaire n'est pas le seul concerné par cette tentative d'enrôlement du public par la fiction télévisée.

Un couplage du divertissement et de l'orientation citoyenne qui déborde le monde nucléaire

On vient de le voir à propos des *Chevaliers du ciel* qui a été produit en lien avec le Ministère de la Défense et ne traite pas que du nucléaire. On a déjà signalé *Allo police* en coopération avec la Préfecture de police de Paris qui, avec 55,4 % d'audience moyenne, se place au second rang des audiences de feuilletons en 1969¹⁹. Mais il faut le dire aussi de *Sylvie des trois ormes* qui ouvre l'année 1968 sur le créneau précédant le journal télévisé : avec cette fois deux tiers des spectateurs, 72 points de satisfaction et très peu d'avis négatifs.

Un exemple inattendu

Ce succès de *Sylvie des trois ormes* s'objective aussi dans l'écriture de courriers par les téléspectateurs à l'ORTF. Dans le *Rapport sur le courrier* du mois de janvier 1968, on lit que « le feuilleton quotidien "Sylvie des trois ormes" a été très apprécié. Un grand nombre de téléspectateurs (87), notamment des agriculteurs, ont tenu à nous écrire leur satisfaction ». L'un d'eux est cité : « agriculteur, je ne peux rester muet tant je fus impressionné par la réalité de ce film d'actualité ». Un autre raconte que « malgré la mauvaise saison, beaucoup dépourvus de télévision n'hésitaient pas chaque soir à faire deux ou trois kilomètres pour aller voir l'épisode au village voisin ». Le rapport conclut que « non seulement ils se sont retrouvés dans ce film avec leur genre de vie, leurs coutumes, leurs difficultés, mais encore ils y ont pris une leçon pour l'avenir, ils ont vu comment ils pouvaient "s'en sortir". La plupart ont souligné dans leur lettre le côté didactique de ce feuilleton et s'en sont réjouis »²⁰.

Les journaux de programmes télévisés multiplient les messages de satisfaction de lecteurs. À tel point que *Télérama* prend le temps de commenter ce succès, ce qui explique peut-être qu'il ne le fasse pas pour *Les Atomistes* qui vient juste après, voire qu'il s'interdise de le faire pour ne pas laisser penser à ses lecteurs que les feuilletons méritent tous attention.

¹⁸ Levy M.-F., « Télévision, publics, citoyenneté. 1950-1974 », in Cohen E., Levy M.-F. (dir.) *La télévision des Trente Glorieuses. Culture et politique*, Paris, CNRS éditions, 2007, p. 105 et sq.

¹⁹ AN 19870378/25, sondages d'opinion, fonds Premier ministre-ORTF, Archives nationales.

²⁰ AN, 19880562/4, service des études d'opinion, fonds Premier ministre-ORTF, Archives nationales.

Le dossier de production fait pourtant voir le même type de soutien de la puissance publique, cette fois de la part du ministère de l'Agriculture en lien avec la société de production Agra Télé Films, avec la même fébrilité des autorités en amont du projet.

Sur la participation financière du ministère de l'Agriculture, un courrier de Jean Bodin, du service juridique de l'ORTF, à M. Durey, du cabinet du ministère, en date du 14 mars 1967 détaille un arrangement envisagé : « la prise en charge de 8 % du devis de 1 057 500 F en contrepartie pour le ministère de l'Agriculture de tous les droits cinématographiques non commerciaux, c'est-à-dire le "droit de disposer de la série dans ses circuits de propagande ou de formation" et d'un partage des bénéfices des ventes à l'étranger "au *pro rata* des apports dans le devis entre l'ortf, le ministère de l'Agriculture et Agra Télé Films" ». Finalement, l'arrangement trouvé est un peu différent. Une convention du 2 mai 1967 est passée entre l'ORTF et Agra Télé Films pour 13 films de 26 mn (sic²¹) pour 1 066 000 F, répartis à 65,45 % pour l'ORTF et 34,55 % pour Agra Télé films, « désigné comme producteur délégué de la série ». Ces droits sont fixés pour 10 ans. La contribution du ministère de l'Agriculture est précisée dans un autre document (p. 74 du dossier de production) : 84 000 F sans contrepartie sur les recettes à l'export, semble-t-il (date illisible), comme dans le cas des *Atomistes*.

Ce soutien financier est assorti d'un contrôle sur les contenus qui rappelle celui du CEA sur *Les Atomistes*. En effet, le dossier de production contient un courrier du même Jean Bodin en date du 20 janvier 1967, en réponse à l'impatience du CEA pour disposer du film qui l'amenait à souhaiter que figurât une clause temporelle dans le contrat. Il argumente ainsi :

« C'est sur la suggestion du ministre chargé de la Recherche scientifique que l'ORTF a entrepris cette production qui dépasse pour elle ses normes habituelles, et il ne conviendrait pas qu'il dût, de ce fait, subir une charge supplémentaire, alors qu'il veille à ce que tous les souhaits formulés par Commissariat à l'énergie atomique quant au contenu de la série et à sa réalisation, soient respectés ».

Dans le même courrier, il évoque avec un certain agacement l'approbation finale que le CEA souhaite se réserver :

« Nous sommes parfaitement d'accord pour que vous puissiez exiger des modifications raisonnables à la version définitive du feuilleton, modifications qui, je l'espère, ne pourraient être que la rectification des indications données par vous au cours du tournage et non respectées ».

Pour *Sylvie des trois ormes*, le courrier cité de Jean Bodin à M. Durey fait référence à « la réécriture effectuée [du scénario] en conformité avec les désirs du ministère de l'Agriculture ». Ce contrôle s'étend à la réalisation. Une note manuscrite qui a été rédigée pour Yves Jaigu, chef du service des coproductions en 1967, recense les « problèmes » signalés par le ministère de l'Agriculture à l'issue du prévisionnage : la publicité dans le feuilleton (« des firmes suivantes : Renault, EDF, Caisse de crédit agricole et mutualité »), l'orientation psychologique (« particulièrement mauvaise »).

« Le Ministère de l'Agriculture ne tient pas à financer un feuilleton dans lequel la publicité tient une telle place et est tellement mal présentée [et] envisage de nous envoyer la liste des passages à supprimer et de voir les épisodes en question en projection avec vous. Le problème lui semble urgent puisque déjà Sylvie est vendue en Suisse et Belgique, et programmée sur nos antennes le 2 janvier 68 »

On sent bien que, jusqu'au dernier moment, le ministère s'inquiète de la pertinence de son initiative. Et les échanges qui suivent la diffusion confirment le degré d'engagement du ministère de l'Agriculture. Dans un courrier du ministère de l'Agriculture à Agra Télé Films en date du 18 janvier 1968, on comprend qu'il se tient informé de l'audience et a lu attentivement les premiers sondages de l'ortf :

« Ces chiffres correspondant aux éléments recueillis par mes services et prouvent que l'on peut évoquer les problèmes de l'agriculture tout en procurant aux téléspectateurs un spectacle qui les intéresse et qui leur donne satisfaction. »

Il se dit « prêt à renouveler ce genre d'opération », évoquant un nouveau projet que lui a soumis Agra Télé Films, même si aucun feuilleton n'est repérable ultérieurement dans les archives de l'ORTF ni dans celles de l'INA sous le titre mentionné.

Un courrier d'Yves Jaigu à Agra Télé Films en date du 13 mars 1968 fait état du même souhait de renouveler l'expérience :

« L'accueil du public à cette série a été excellent. J'attendais pour ma part sa diffusion avec une certaine impatience parce que ce genre un peu nouveau – dramatisation très simple mais vraie, situation actuelle du milieu agricole, réalisation faite presque toute entière en extérieurs – constituait un test très intéressant.

Je suis heureux du succès qu'il a remporté et que, à l'appui des sondages, confirment encore les réactions directes du public qui nous parviennent chaque jour. »

²¹ Le feuilleton prend finalement la forme de 26 épisodes de 13' pour occuper la case de l'avant journal télévisé.

On sent bien sur ces exemples qu'un examen systématique des dossiers de production des feuillets de la fin des années 1960 s'impose pour bien situer l'ampleur du phénomène et sa périodisation. Il conviendra d'être très attentif à la façon de le mener car on ne trouve par exemple pas trace de contribution financière du ministère de la Défense dans le dossier de production des *Chevaliers du ciel*. C'est sans doute sous la forme d'images, mises à disposition par l'Armée de l'air et créditées au générique, que la collaboration à la coproduction s'est faite dans le cas de ce feuilleton.

Un répertoire d'influence très convoité

Un tel couplage télévisuel entre fiction de divertissement et orientation des citoyens est recherché de longue date, sous diverses formes, par le ministère de l'information et son Service de liaison interministériel pour l'information (SLII) créé en 1963. On peut ainsi mettre à leur actif l'émission *Marc et Sylvie* diffusée en septembre-octobre 1965 sur la deuxième chaîne puis en 1966 sur la première chaîne²². Au générique du début, on lit :

« Marc et Sylvie ne sont pas des acteurs. Ils sont un couple véritable cueilli dans la vie... »

Voici un documentaire à épisodes comme un feuilleton...

Le sujet ? La France d'aujourd'hui...

Le scénario ? Des statistiques...

Le Français moyen a-t-il changé ? A-t-il rompu avec la routine ?... »

Après l'affichage des prénoms Marc et Sylvie dans un médaillon, on lit la mention « Essai sur la France d'aujourd'hui ». Mais le carton suivant parle d'un « scénario original » de Paul Robin Benhaïoun et Paul-Jean Franceschini, laissant penser à un travail de scénarisation pour un projet d'édification à travers une fiction réaliste.

En dehors de cette réalisation, les archives du SLII qui sont conservées aux Archives nationales dans le fonds du ministère de l'Information sous les cotes F/41/NC(SUD)/49 et suivantes donnent une idée du type de projets qui sont en discussion dans ce service, montrant bien que les co-productions de feuillets de 1967-1968 impliquant des ministères sont tout à fait dans l'air du temps. Une note du 11 mars 1966 détaille un « projet de programme pour 1966 ». Elle n'est pas signée mais pourrait être attribuée à Jacques Leprette qui dirige le service. Elle détaille comment le budget propre de 3 000 000 F qui a été attribué pour la première fois au SLII pour 1966 sera : « l'occasion de prendre, dans le domaine de la coordination, des initiatives auxquelles [le SLII] avait dû jusqu'ici renoncer faute de moyens », lui permettant de combler des « lacunes regrettables »²³. C'est l'occasion de citer l'Office d'information britannique parmi les sources d'inspiration du SLII.

Dans les actions du SLII vis-à-vis de l'ORTF, est évoqué un projet de feuilleton :

« présenté sous une forme attrayante, destiné à un vaste public, et qui, mettant en scène une famille française, permettrait d'évoquer, de façon concrète par ce biais, les problèmes qui intéressent les Français, leur vie sociale et familiale. Le programme pourrait s'étendre sur plusieurs années. Il serait réalisé en co-production par l'ORTF. Diverses tentatives ont jusqu'ici échoué. Mais il y a, semble-t-il, dans les programmes de la Télévision, une place à remplir. Les Américains sont passés maîtres dans ce genre et en usent largement pour contribuer à la formation civique et politique (au bon sens du mot) de leurs citoyens. Un encouragement [venant du ministère] de l'Information à une équipe de qualité permettrait peut-être de lancer et de suivre son évolution (pour mémoire : 300.000 F [sont dédiés à cette action, soit 1/10^e du budget, autant qu'aux sondages d'opinion]) »²⁴

Un dossier retrouvé dans les archives du SLII, non signé ni daté, reprend cette idée d'un feuilleton dans l'esprit de l'actuel feuilleton *Plus belle la vie*, qui pourrait être diffusé à longueur d'année et serait disponible pour des détournements à des fins didactiques en fonction de l'actualité : le plus rarement possible pour une efficacité maximale ! La note d'intention qui l'introduit précise :

« Les quelques développements ci-joints ont été faits pour montrer le ton dans lequel les auteurs du projet se proposent de traiter des sujets qui, en soi, sont plutôt rébarbatifs. Ils ne constituent absolument pas un découpage en épisodes, car il est impossible de donner chaque jour des avis, ou des conseils : cela donnerait une émission didactique, donc peu attrayante, et les téléspectateurs ne s'y intéresseraient plus. Il suffira donc d'inclure, au maximum une fois par semaine, et, quand le sujet en vaudra la peine, en plusieurs fois, tout ce qui peut donner lieu à un enseignement quelconque. Certains sujets seront évoqués à l'époque où, justement, ils intéressent les téléspectateurs : la rédaction des impôts, la confection des confitures, les locations de vacances ou le préparatif des Réveillons. Comme cette émission se propose d'être vraiment et uniquement la vie de tous les jours, il sera normal de retrouver ces mêmes sujets sur plusieurs jours : dans l'existence courante, ils ne se résolvent ni en un quart d'heure,

²² Cf. Aude Vassallo, « Le Service de liaison interministériel pour l'information (SLII). 1963-1969 », <https://audevassallo.wordpress.com/2011/02/20/le-slii-service-de-liaison-interministeriel-pour-linformation-1963-1969/>, consulté le 18 mars 2018.

²³ AN F/41/NC(SUD)/49

²⁴ AN F/41/NC(SUD)/49

ni en un jour... Tout cela sera question d'opportunité et d'importance du sujet traité. Mais il est évident que celui-ci ne sera percutant que dans la proportion où les téléspectateurs se seront assimilés entièrement aux personnages, c'est-à-dire auront retrouvé en eux leurs mots, leurs réactions, leur vie quotidienne et cette sorte de "train-train" qui fait l'existence de tous les jours... existence, elle aussi, pleine d'enseignements, mais à petite dose, et sans qu'il soit besoin d'insister. C'est justement parce qu'ils n'auront pas, chaque jour, de problèmes graves à résoudre, que les personnages seront "vrais"... »²⁵.

On y trouve aussi trace d'autres projets portés par une politique d'édification des citoyens, comme par exemple un feuilleton visant à « faire connaître le mécanisme parlementaire et la fonction de député » au travers de l'apprentissage du métier par « un jeune véto idéaliste et amoureux de la nature », projeté dans la fonction par le brusque décès de celui dont il est suppléant dans une circonscription montagnarde²⁶ ; ou encore une série d'émissions envisagées sous le titre *Soyez témoins*, sous la houlette de Guy Lux, autour de grandes réalisations industrielles françaises, dont la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-eaux, le centre de télécommunication de Pleumeur-Bodou, le complexe industriel de Lacq, l'usine marémotrice de La Rance, le tunnel du Mont-Blanc et le laboratoire biologique de Gif-sur-Yvette, mises en valeur « à l'occasion d'un scénario dramatisé » avec « pour thème général une intrigue policière et les téléspectateurs [participant] à l'enquête »²⁷

Conclusion

Si le couplage du divertissement par la fiction télévisée et du travail d'influence sur les citoyens qui est soutenu par le SLII fonctionne si bien dans la seconde moitié des années 1960, c'est d'abord en raison des gros besoins de financement qui sont ressentis à l'ORTF avant l'ouverture à la publicité de marques, dans une période de flottement entre promotion et influence, entre « publicité clandestine » selon la formule du rapport du sénateur André Diligent²⁸, émissions compensées et « information du public » entrant dans les attributions de l'ORTF. C'est ensuite parce que le recours à la co-production avec le secteur privé pour répondre aux besoins de financement favorise l'entrée de réalisateurs de cinéma dans le jeu : ils sont rassurants pour l'ORTF parce que rodés aux tournages en extérieurs qui se multiplient grâce aux nouveaux matériels et écartables très facilement en cas d'échec, et cela court-circuite tout mouvement de professionnalisation du groupe des réalisateurs de télévision qui leur permettrait de construire une autonomie dans leur activité et une maîtrise sur les contenus des productions.

Le couplage est tenté avec le nucléaire, parmi d'autres secteurs, parce qu'il y a une détermination très grande au sommet de l'Etat en faveur de ce secteur militaro-industriel, dont on trouve d'autres traces dans la production télévisuelle comme l'implication de la protection civile dans des projets de spots autour de la menace atomique. La mobilisation au CEA de moyens sonnants et trébuchants pour ces feuilletons (*Les Atomistes*, peut-être aussi *Les Chevaliers du ciel*) en plus des facilitations de tournage y contribue aussi. Il est enfin servi par la présence des « hommes du nucléaire » à des postes clés de l'audiovisuel public, comme Bertrand Goldschmidt, le seul chercheur français impliqué dans le programme de mise au point de l'arme atomique sur le sol américain durant la Seconde Guerre mondiale, au comité des programmes de l'ORTF, ou Yves Jaigu, passé par le CEA avant de devenir responsable des coproductions à l'ORTF.

On comprend ainsi que le *soft power* ne date pas d'hier et que le processus de « civilisation » du nucléaire ne s'est pas fait sans efforts, surtout que ce mouvement devait voisiner durant la Guerre froide avec la dramatisation du versant militaire qu'exige la doctrine de dissuasion nucléaire.

²⁵ AN F/41/NC(SUD)/62

²⁶ AN F/41/NC(SUD)/62

²⁷ AN F/41/NC(SUD)/62

²⁸ *Rapport d'information sur la régularité de la gestion de l'ORTF*, Documents du Sénat, n° 165, 1972.